ICP
FACULTÉ DE
SCIENCES SOCIALES,
ÉCONOMIE ET DROIT

MASTER (LICENCE CANONIQUE)

Affaires publiques locales de l'environnement

ICP CAMPUS DE ROUEN

www.icp.fr



Affaires publiques locales de l'environnement

Les collectivités territoriales doivent aujourd'hui répondre à des enjeux environnementaux de plus en plus complexes et mettre en œuvre, à l'échelle locale, des réglementations nationales et européennes. Elles ont besoin de professionnels capables de traduire ces enjeux en actions concrètes. Unique en Normandie, ce master fait de l'environnement le fil conducteur de l'action publique territoriale. Interdisciplinaire, à la croisée du droit, de la science politique, de la géographie et des sciences sociales, il prépare les étudiants à concevoir des politiques publiques et à piloter des projets environnementaux au plus près des besoins des territoires. Fort de plus de 30 ans d'expérience dans la formation aux métiers des affaires publiques, l'ICP propose ce master sur son campus de Rouen.

DOMAINE :
Droit, Économie, Gestion

MENTION :
Sciences économiques et sociales

PARCOURS :
Affaires publiques



DIRECTRICE :
Ninon Mathieu
Docteure en droit public de l'Université Panthéon-Assas, Ninon Mathieu est maîtresse de conférences à la Faculté de Sciences sociales, d'Économie et de Droit de l'ICP. Membre de l'UR « Religion, Culture et Société » et associée au CDPC (Panthéon-Assas), elle s'intéresse au droit public comparé et à la garantie des droits et libertés fondamentaux.



DIRECTRICE :
Marie-Caroline Arreto
Diplômée en droit comparé et docteur en droit public de l'Université Panthéon-Sorbonne, Marie-Caroline Arreto est Maître de conférences à la Faculté de Sciences sociales, d'Économie et de Droit de l'ICP. Chercheur à l'UR «Religion, Culture et Société» et associée à l'ISJPS (Paris I), elle s'intéresse à la méthodologie comparatiste et aux théories de l'action.

Objectifs

L'objectif du master est de donner aux étudiants les clés pour comprendre les enjeux environnementaux dans leur complexité, analyser leurs implications pour les territoires et contribuer à éclairer la décision publique.

Publics concernés

• Étudiants titulaires d'une licence en droit, science politique ou sciences économiques et sociales.
• Agents des collectivités territoriales souhaitant acquérir une spécialisation en politiques environnementales.
• Candidats préparant les concours de la fonction publique territoriale (IRA, INET, ingénieur territorial…)

Compétences acquises

Compétences académiques
• Maîtrise du droit de l'environnement : droit interne et externe, droit des ICPE, fiscalité environnementale, matières contentieuses…
• Compréhension des politiques publiques environnementales avec une attention particulière portée aux réalités du territoire normand : enjeux industriels, maritimes, portuaires et fluviaux, aménagement rural et énergies renouvelables.
• Maîtrise des outils de planification et d'analyse territoriale : planification environnementale, diagnostic territorial et outils numériques.
• Analyse critique et compréhension des enjeux des politiques environnementales (protection de l'environnement et de la santé, maintien du développement économique et de la mobilité des populations, transition écologique et exploitation responsable des ressources).

Compétences professionnelles
• Conception et pilotage de projets publics territoriaux intégrant une dimension environnementale.
• Conduite de démarches de consultation et de concertation avec les citoyens et les acteurs économiques.
• Évaluation des politiques publiques.
• Contribution à l'amélioration des dispositifs existants.
• Compétences relationnelles adaptées aux échanges avec les élus, les administrés et les acteurs économiques.
• Maîtrise de la communication politique.
• Maîtrise de l'écrit : rédaction d'actes administratifs, de courriers, de comptes rendus.
• Maîtrise de l'oral.

Les + de la formation

• Un ancrage territorial fort, avec des intervenants et des stages au coeur des collectivités et entreprises de Seine-Maritime.
• Une formation approfondie des politiques publiques locales.
• Une formation inédite qui associe affaires publiques et environnement.

LE MASTER AFFAIRES PUBLIQUES FÊTE SES 30 ANS !
Près de 30 ans après sa création, le master Affaires publiques européennes et nationales se déploie sur les campus de l'ICP de Reims et de Rouen, avec une spécialisation territoriale.

LA VIE SCIENTIFIQUE
Les étudiants de master participent pleinement à la vie scientifique de la Faculté et de l'ICP en assistant aux événements (conférences, journées d'études, colloques, rencontres, etc.).

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS :
• Collectivités territoriales, établissements publics et services de l'État : chargé de mission environnement, responsable énergie-climat, chef de projet biodiversité, DGS, DGA, membre de cabinet d'élus locaux.
• Secteur privé et associatif : conseil en politiques publiques, affaires publiques en entreprise, structures engagées dans le développement durable.
• Concours de la fonction publique : IRA, INET, ingénieur territorial.

1 Semestre 1

Fondements historiques, institutionnels et juridiques de l'action publique locale environnementale

Module 1. Perspectives historiques et institutionnelles

Histoire et enjeux de la décentralisation	12h	1
Histoire et institutionnalisation des politiques environnementales	12h	1

Module 2. Cadre juridique

Droit des collectivités territoriales	25h	3
Droit interne de l'environnement	20h	3
Finances publiques locales	15h	2

Identification et compréhension des politiques publiques locales environnementales

Module 1. Acteurs, enjeux et instruments

Sociologie des acteurs territoriaux et des mobilisations environnementales	15h	2
Enjeux économiques de la transition écologique	15h	2
Instruments économiques des politiques environnementales	12h	1

Module 2. Gestion et protection de l'environnement

Politiques de gestion et de protection de l'eau	15h	1
Politiques agricoles et gestion durable des sols	15h	1
Gouvernance des espaces maritimes, fluviaux et portuaires	15h	1

Module 3. Aménagement et développement du territoire

Aménagement du territoire et mobilités	12h	1
Politiques industrielles et compétitivité durable	12h	1

Pratiques professionnelles et compétences transervales

Module 1. Pratique des affaires publiques

Relations avec les élus	12h	1
Prise de parole et argumentation	12h	1

Module 2. Communication et outils professionnels

Rédaction professionnelle et note de synthèse	20h	2
Veille documentaire et outils numériques	20h	2
Langue étrangère en contexte professionnel	15h	1

Module 3. Méthodologie et insertion professionnelle

Accompagnement à la recherche de stage et méthodologie du rapport de stage	25h	2

2 Semestre 2

Cadre juridique de l'action publique locale

Module 1. Droit public économique

Droit de la commande publique	18h	2
Interventions économiques des collectivités territoriales	18h	2

Module 2. Droit public des biens et de l'aménagement

Valorisation des propriétés publiques et protection de l'environnement	18h	2
Urbanisme et développement durable	18h	2

Module 3. Fondements internationaux de l'action publique environnementale

Droit international de l'environnement	15h	1
Droit européen de l'environnement	15h	1

Conduite des politiques publiques locales environnementales

Module 1. Approches géographiques et analyse des territoires

Géographie et typologie des territoires	18h	2
Méthodologie du diagnostic territorial et environnemental	15h	1
Outils et stratégies de la planification territoriale	15h	1

Module 2. Modalités de l'action publique environnementale locale

Fiscalité environnementale	18h	2
Pilotage de concertations et consultations	18h	2
Economie territoriale et développement durable local	18h	2

Expérience professionnelle

Stage court (2 à 3 mois)	-	5
Rapport de stage et soutenance	-	5

3 Semestre 3

Spécialisation des savoirs juridiques

Module 1. Régimes juridiques des territoires spécifiques

Droit et politiques foncières et rurales	18h	2
Droit maritime et portuaire	18h	2

Module 2. Réglementation juridique des infrastructures spécifiques

Droit des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)	18h	2
Droit des infrastructures énergétiques	15h	1

Module 3. Contentieux

Pratique du contentieux administratif	18h	2
Contentieux constitutionnel de l'environnement	12h	1

Enjeux et pilotage des politiques publiques locales environnementales

Module 1. Enjeux des politiques publiques locales environnementales

Transition écologique : perspectives locales d'un enjeu global	15h	2
Protection de la santé à l'échelle locale	12h	1
Justice environnementale et justice sociale : enjeux territoriaux	18h	2
Gestion des risques environnementaux et responsabilités des acteurs locaux	15h	1

Module 2. Mise en œuvre et évaluation des politiques publiques locales

Pilotage intercommunal des politiques énergétiques et climatiques	12h	1
Financements des projets locaux de transition écologique	12h	1
Évaluation des politiques publiques environnementales locales	18h	2

Mises en situation professionnelles à partir des enjeux territoriaux

Atelier professionnel : conception d'un projet environnemental local	20h	3
Simulation de débat public	15h	2
Négociation et médiation environnementales	15h	2
Gestion de crises environnementales	15h	2
Écriture et prise de parole publiques	12h	1

4 Semestre 4

Immersion professionnelle

Module 1. Préparation et accompagnement

Méthodologie et accompagnement du mémoire professionnel	10h	2

Module 2. Valorisation et restitution

Stage long (6 mois minimum)	14h	1
Mémoire professionnel et soutenance	14h	

STAGES

Stage de 3 mois au semestre 2, puis stage de 6 mois minimum au semestre 4.

MÉMOIRE

Soutenance de stage et restitution d'un mémoire.

ÉQUIPE SCIENTIFIQUE

L'équipe associe des enseignants-chercheurs en droit, science politique, géographie et sciences sociales, et des professionnels locaux issus des collectivités territoriales, du secteur privé et du monde politique. Un enseignement qui combine rigueur académique et expérience concrète du terrain.

VALIDATION

120 crédits ECTS pour les deux années de master (30 crédits ECTS par semestre). Une attestation de résultat est émise en M1, le diplôme de master est délivré à l'issue du M2.

ADMISSION

Candidature sur le site de l'ICP (www.icp.fr).
M1 : sur dossier et entretien (sur décision de la commission d'admission).
M2 : ouverture en 2028.

ICP
FACULTÉ DE
SCIENCES SOCIALES,
ÉCONOMIE ET DROIT

L'excellence universitaire depuis 150 ans

L'Institut Catholique de Paris, fondé en 1875, est un Établissement d'Enseignement Supérieur Privé d'Intérêt Général (EESPIG) porté par une association loi 1901 à but non lucratif et reconnue d'utilité publique. Depuis 150 ans, il a fait ses preuves en termes d'excellence académique et de créativité, offrant des formations ouvertes à tous et adaptées aux enjeux du monde contemporain grâce à ses 6 facultés, ses 6 instituts de formation professionnelle et ses 9 écoles associées. Chaque année, l'ICP accueille 11 000 étudiants, plus de 1 000 enseignants et chercheurs et 250 doctorants sur ses campus de Paris, Reims et Rouen, et sur son antenne de Tours.

L'esprit grand ouvert sur le monde

L'ICP valorise l'ouverture d'esprit et le dialogue au-delà des frontières en accueillant chaque année près de 2 500 étudiants internationaux, en formant les étudiants aux langues étrangères grâce au Pôle Langues, et en enrichissant chaque année son réseau d'universités partenaires à l'étranger, qui compte aujourd'hui 200 établissements dans 55 pays.

ACCESSIBILITÉ
Formation initiale

LIEU
ICP campus de Rouen
41, route de Neufchâtel
76000 Rouen

DIPLÔME
Licence canonique équivalent grade master*

**L'ICP délivre des diplômes canoniques au nom du Saint-Siège. Un accord entre la France et le Saint-Siège permet la reconnaissance par la République française du niveau d'équivalence des diplômes.*

CONTACT
Courriel :
campusderouen@icp.fr
Tel : 02 76 08 32 62

FRAIS DE SCOLARITÉ
Tarifs 2026 - 2027
De 5 457 € à 8 918 € par an.
L'ICP adapte ses tarifs aux situations et ressources de chacun.

ICP campus de Rouen
41, route de Neufchâtel 76000 Rouen
www.icp.fr

ICP - 09/2026 - Document non contractuel. Informations données à titre indicatif et pouvant faire l'objet de modifications.